

QUESTIONNAIRE SANTE ENVIRONNEMENTALE Habitat & Santé

Résumé des resultats. Andres Garchitorena

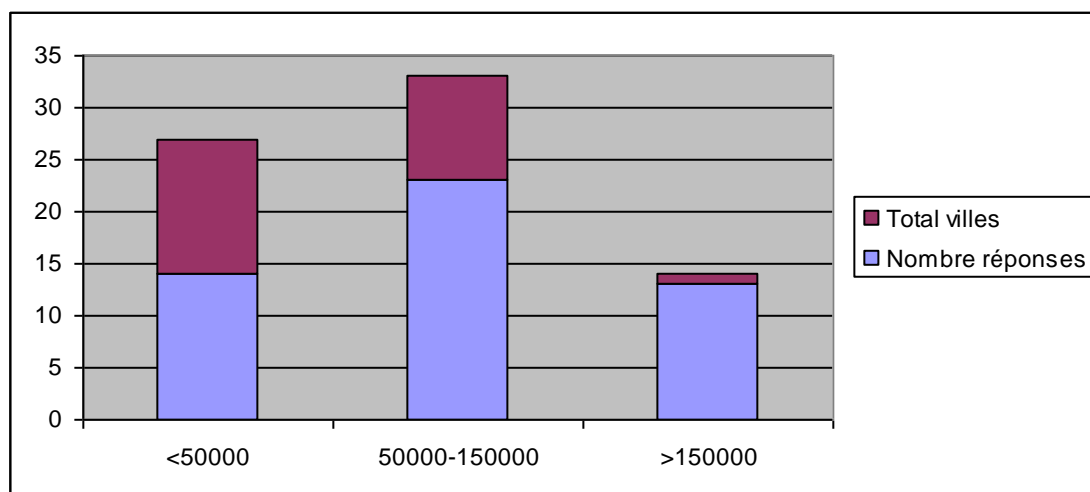
1 mai 2011

Un questionnaire conçu par le groupe de travail « Habitat et Santé » a été envoyé a toutes les villes du Réseau Villes Santé en Decembre 2010. Veuillez trouver un résumé des réponses données par les villes .
(50 Réponses : Voir la liste de noms dans l'Annexe 1).

I. La représentativité des réponses

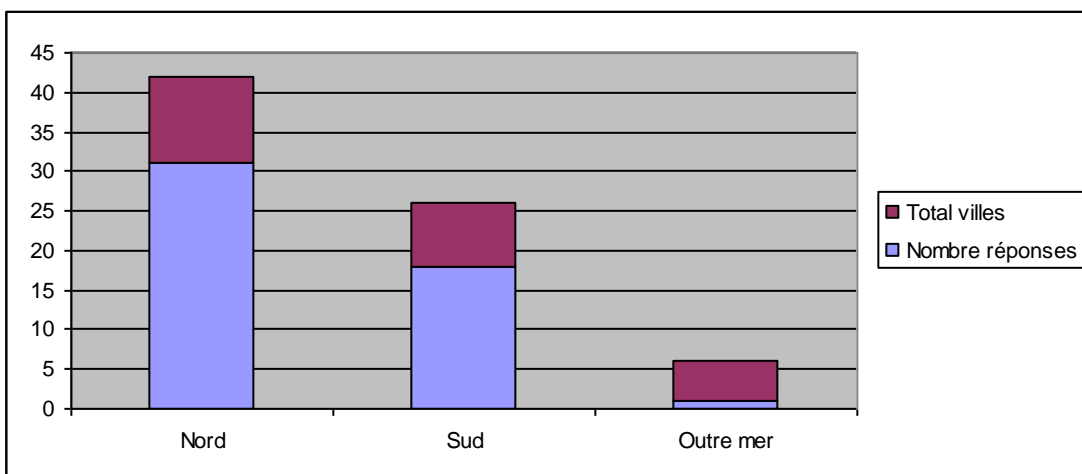
Cinquante réponses ont été reçues, ce qui fait un taux de réponse de 68%. Une première relance a été effectuée a l'ensemble des villes qui n'avaient pas répondu, suite par plusieurs relances plus personnalisés afin d'améliorer la representativité des réponses. Les critères de représentativité définis sont les suivants : nombre d'habitants, localisation géographique et date d'adhésion au réseau.

1. Le nombre d'habitants des villes



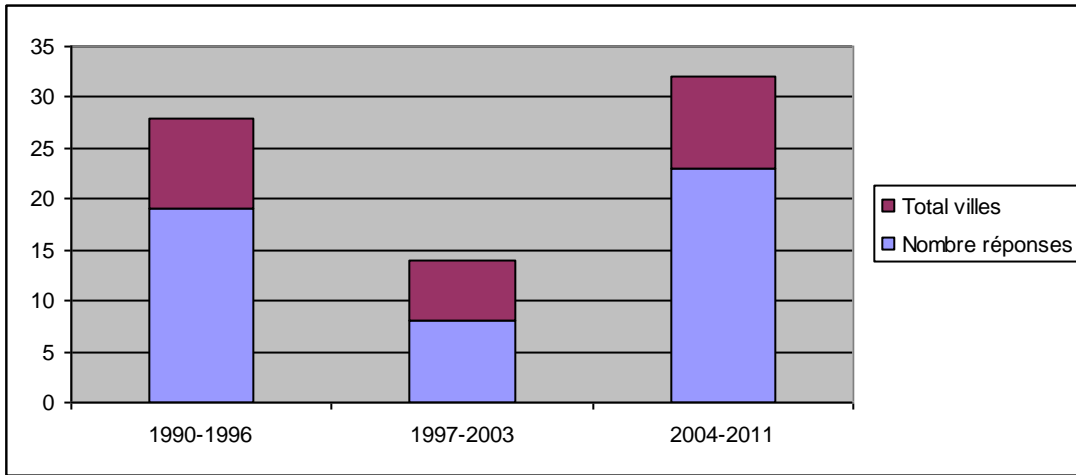
On observe que le taux de réponse est directement proportionnel au nombre d'habitants des villes. Presque la totalité des villes les plus grandes (plus de 150000 habitants) ont répondu au questionnaire. Les villes moyennes (entre 50000 et 150000 habitants) ont un taux de réponse sensiblement moins élevé, autour de 70%. Finalement, seul la moitié des villes les plus petites (moins de 50000 habitants) a répondu.

2. La localisation géographique des villes



Les villes ont été classifiées aussi selon sa localisation (Nord, Sud ou Outre mer) afin de comparer la représentativité géographique des réponses. Les villes du Sud et Nord de France métropolitaine sont presque également représentés, avec un taux de réponse d'autour 70%. Néanmoins, les villes d'outre mer est moins bien représenté : seulement une ville a répondu.

3. La date d'adhésion au réseau



Une dernière classification a été fait, en considérant la date d'adhésion au Réseau Français des Villes Santé. Tous les groupes ont été bien représentés, avec un taux de réponse pareille pour tous les groupes : autour le 60-70%.

II. Résultats

1. a) Dans votre ville, où sont situées les compétences d'un 'Service Communal Hygiène et Santé, (SCHS) ?

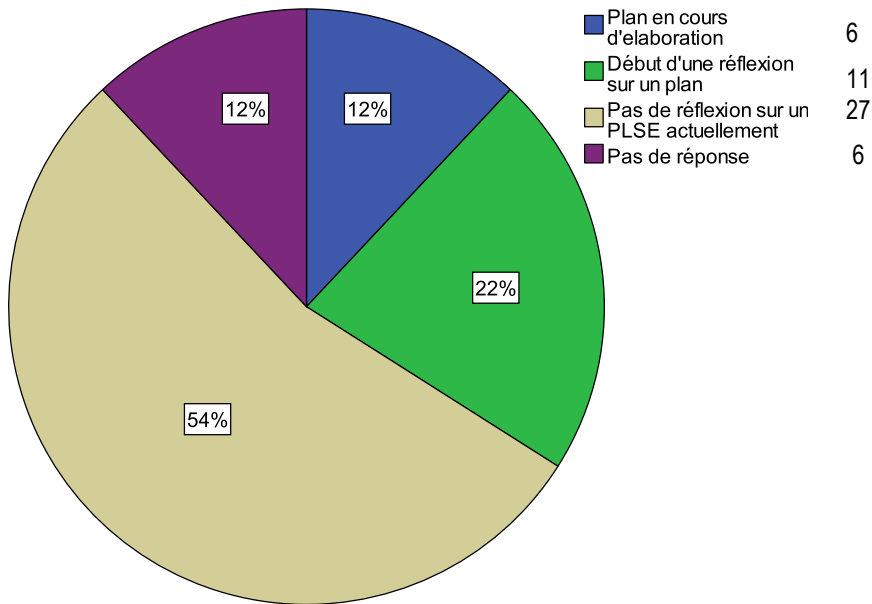
	Fréquence	Pourcentage
Pas de compétences SCHS	8	15 %
Dans une direction Solidarité	6	11 %
Dans une direction Santé Publique	18	34 %
Dans une direction technique	13	25 %
Autre	7	13 %
Pas de réponse	1	2 %

*Le total est supérieur à 50 car plusieurs réponses sont possibles.

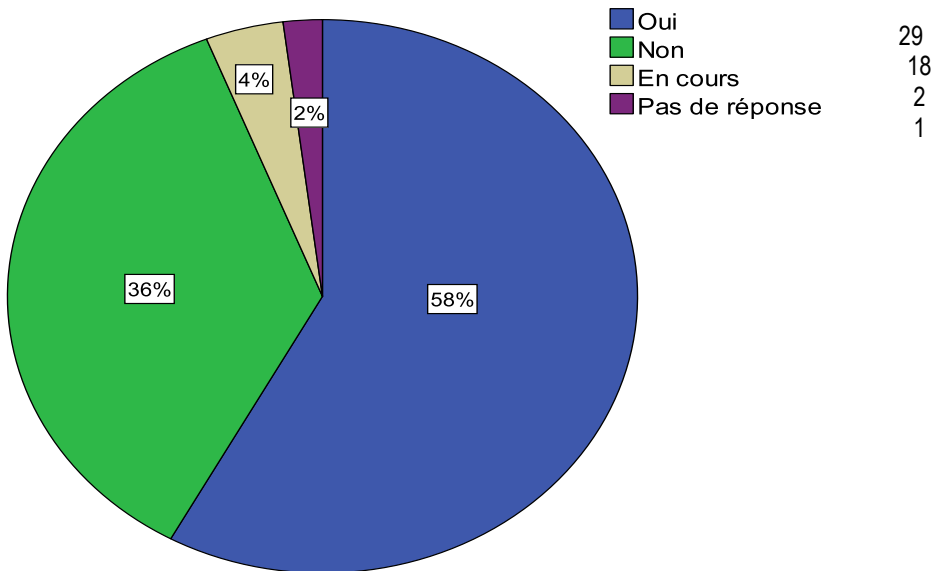
b) Comment s'appelle le service qui a la responsabilité de la santé environnementale ?

	Fréquence	Pourcentage
SCHS	23	46 %
Autre	21	42 %
Pas de réponse	6	12 %

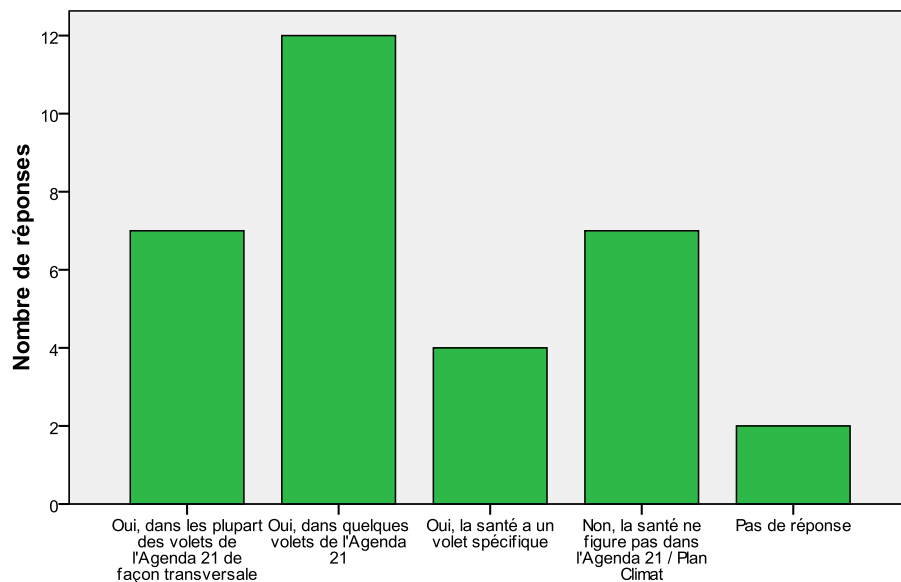
2. Etes-vous en train d'élaborer un Plan Local Santé Environnementale (PLSE)?



3. a) Votre ville a-t-elle signée un Agenda 21 / Plan Climat ?



b) Si oui, la santé est-elle présente ?



4. Quels sont pour vous les principaux obstacles à la mise en place des actions/politiques autour de la thématique Santé Environnementale ?

Les réponses les plus fréquentes sont* :

- Problèmes de transversalités/manque de liens/coherence entre actions, politiques, intervenants : 11 réponses
- Moyens materiels et financiers : 8 réponses
- Moyens humains-Manque de personnel : 6 réponses
- Temathique et champ d'action vaste/peu identifiable : 4 réponses
- Manque d'interet politique/en cours de maturation : 2 réponses
- Manque de méthodologie/indicateurs locaux: 2 réponses

5. Pour vous, quelles sont les thématiques 'Santé Environnementale' prioritaires sur lesquelles vous souhaitez échanger avec d'autres villes ?

Les réponses les plus fréquentes sont* :

- | | |
|---|--------------------------------------|
| - Habitat/habitat indigne : 18 réponses | - Urbanisme et santé : 4 réponses |
| - Bruit/nuisances sonores diverses: 19 réponses | - Champs EM : 3 réponses |
| - Air interieur et dans ERP : 19 réponses | - Précarité energetique : 3 réponses |
| - Air exterior : 6 réponses | - Eau : 3 réponses |

**Le total peut être supérieur à 50 car plusieurs réponses sont possibles.*

Habitat et Santé : Recherche des études de cas et illustrations

1. Qualité de l'air intérieur

Aix les Bains	<ul style="list-style-type: none">- Prévention du risque radon.- Déperditions thermiques et santé publique
Amiens	<ul style="list-style-type: none">- Mesure de la qualité de l'air dans les crèches, écoles et piscine.- Groupe de travail sur l'émission des produits d'entretien
Angers	<ul style="list-style-type: none">- Mesure de radon dans les écoles élémentaires de la Ville d'Angers
Belfort	<p>Un projet consiste à développer un axe de prévention et de sensibilisation en lien avec le CCAS et la population, dans le cadre du plan régional santé environnement de 2^{ème} génération actuellement en cours de définition par l'agence régionale de santé et les partenaires. L'idée est de développer un réseau de professionnels (à déterminer) visant à relayer au plus près de la population des messages simples de sensibilisation en matière de qualité d'air intérieur. Une mallette de sensibilisation est en cours d'élaboration par l'agence régionale de santé (5 outils constitutifs destinés au grand public + une vidéo dédiée). Définition du projet en 2011 / Période test : 2012 / ajustements : 2013 / engagement 2014 / évaluation : 2015.</p> <p>Le CODES assurera une formation de 15 heures auprès des professionnels concernés et un volume de 150 heures d'animation et de sensibilisation (action en cours de définition dans le PRSE2).</p>
Bordeaux	<ul style="list-style-type: none">- Participation à la campagne pilote de surveillance de la qualité de l'air intérieur menée au niveau de la région Aquitaine dans les écoles et les crèches (1 école et une crèche bordelaises ont fait l'objet de mesures et d'un suivi...).
Calais	<ul style="list-style-type: none">- "Besoin de changer d'air", réalisée par Atmo Nord Pas de Calais
Chalon sur Saône	<ul style="list-style-type: none">- Partenariat avec la Mutualité Française Bourgogne- Interaction entre la Conseillère Médicale en Environnement et le Service Hygiène - Salubrité- Analyse de l'air intérieur des locaux Petite Enfance avant ouverture au public après rénovation ou création
Dunkerque	<ul style="list-style-type: none">- Conseiller medical en environnement interieur
Grande Synthe	<ul style="list-style-type: none">- Il est inscrit dans le plan climat de réaliser la mesure de la qualité de l'air dans les bâtiments communaux
Grenoble	<ul style="list-style-type: none">- Actions en lien avec l'activité de la CMEI de Grenoble
La Roche sur Yon	<ul style="list-style-type: none">- En cours de réflexion. Nous allons faire appel à Rennes pour rencontre avec leur spécialiste.
Le Blanc-Mesnil	<ul style="list-style-type: none">- Mise en place d'une formation « prévention de la qualité de l'air intérieure » dispensée par l' « APPA », avec le soutien de l'atelier santé ville
Lille	<ul style="list-style-type: none">- Formation des directrices de crèches par l'APPA (Association pour la prévention de la pollution atmosphérique)
Lomme	<ul style="list-style-type: none">- Prevu dans le plan local de santé 2010-2014: Conférences en direction des habitants.
Lorient	<ul style="list-style-type: none">- Une technicienne du service vient de finir avec succès une formation diplômante en qualité de l'air intérieur à Strasbourg
Lyon	<ul style="list-style-type: none">- Rappel de la réglementation et des règles d'installation des conduits de fumée ou des prises d'air neuf dans les cours intérieures dans le cadre des PC et DP.- Projet de fiche technique sur le sujet à l'attention des aménageurs.- Projet de campagne sur la QAI des piscines municipales.
Metz	<ul style="list-style-type: none">- Mesures de qualité de l'air dans une école messine à l'école des Sources. Mesures réalisées par ATMO Lorraine Nord
Nancy	<ul style="list-style-type: none">- Sensibilisation et formation des professionnels et bénévoles intervenant au domicile des particuliers en lien avec le

comité APPA Lorraine

- Nantes - Campagne radon : la ville de Nantes organise depuis plusieurs années (3^{ème} en 2010) des campagnes de mesure du radon dans les logements des habitant-es de certaines zones de la ville. Elles consistent à mettre à disposition de ces derniers des dosimètres (coût pris en charge par la municipalité), avec une remise du résultat et une aide (autre que financière) à la remédiation le cas échéant. Ces campagnes sont réalisées en partenariat (ASN, CETE, ARS, associations...)
- Nimes - Vivre son logement en santé: éducation de la population
- Orleans - La ville d'Orléans travaille en lien avec l'association Lig'air dans le cadre d'une campagne nationale de mesures de la qualité de l'air intérieur dans les écoles et les crèches (2 établissements sur Orléans) sur la mesure de CO2, température, formaldéhyde et benzène
- Rennes - QAI des équipements publics municipaux (écoles, crèches...): accueil d'un stagiaire master 2 en alternance en 2009/2010 pour analyser les problématiques et pratiques de la conception à l'usage des équipements. Candidature en 2011 au PRSE pour poursuite du travail.
- Saint Denis On est au début d'une démarche:
- Des mesures sont en cours par le biais de la campagne nationale sur la qualité de l'air intérieur dans une école de la ville (mesures sur le formaldéhyde, benzène et CO2).
- Par ailleurs une analyse de l'air intérieur a été réalisée dans plusieurs logements d'un immeuble insalubre (c'est ce qui paraît actuellement innovant) dans le cadre d'un projet visant à améliorer les conditions de vie et de santé des habitants. Et ceci en vue de faire le lien entre les pathologies constatées et les professionnels de santé et d'accompagner les occupants et les propriétaires dans l'amélioration de la qualité de l'air intérieur.
- Saint Jean de la Ruelle - Projet de connaître la qualité de l'air sur la Ville et Projet de mesurer la qualité de l'air dans les écoles
- Salon de Provence - Mise en place dans tous les ERP de la petite enfance des campagnes de mesures de qualité des ambiances en lien avec la médecine professionnelle et les préventionnistes de la collectivité.
- Campagne de sensibilisation grand public sur les interactions de l'environnement sur la santé (qualité de l'air intérieur notamment)
- Valence - Participation à une enquête air intérieur (formaldéhyde) dans les crèches volontaires
- Plaquette réalisée sur le bambin et l'environnement

2. Utilisation de nouveaux matériaux ou techniques de « construction saine »

- Amiens - Service eco-matériaux
- Angers - Construction de bâtiments HQE
- Aulnay sous Bois - Démarche HQE
- Grand Synthe - Construction d'un éco quartier, visite et valorisation d'une maison écologique
- La Roche sur Yon Quelques essais dispersés:
- Une étude thermique globale a été réalisée.
- Une manifestation avec experts et professionnels du bâtiment a été tenue et beaucoup d'habitants ont été concernés.
- La Rochelle - Constructions de logements de fonction en bois aux serres municipales
- Le Blanc-Mesnil - Constructions HQE : tous les nouveaux bâtiments publics ainsi que les logements sociaux neufs doivent respecter les normes "Haute Qualité Environnementale".
- Lille Cadre stratégique éco-quartier:
- Préconisation systématique dans le cadre des nouveaux projets pour l'utilisation des matériaux et des constructions

saines afin de limiter la pollution intérieure (Demande que les produits ne contiennent pas de CMR, que les revêtements choisis ne soient pas une source COV ou autres polluants, exigence des labels et description des matériaux employés) et performance en terme de renouvellement d'air (limiter les pertitions de chaleur tout en assurant une qualité d'air intérieur saine)

- Metz - Isolation des combles de bâtiments municipaux en isolants écologiques
- Nantes - Pas d'action innovante mais une attention ici : bâtiments bois, peintures intérieures en phases acryliques sans COV dès que possible, revêtements de sols " marmoleum" ou caoutchouc dès que possible
- Nîmes - Construction de bâtiments haute qualité énergétique et écologique
- Perpignan - Je n'ai pas connaissance d'une action concrète, cependant dans le cadre de la politique développement durable affichée par la ville il existe un axe sur l'utilisation des matériaux de construction intégrant l'impact sur la santé
- Saint Denis - Les écoles de la Ville sont construites selon la norme HQE (mais pas systématiquement labellisées). Dans ce cadre la santé environnementale est prise en compte au niveau de la ventilation, des peintures utilisées et autres matériaux isolants
- Par ailleurs un programme de plusieurs maisons "écologiques" a démarré (quatre maisons construites) destinées aux habitants à revenu modeste d'un quartier, et ceci dans le cadre d'un chantier de construction d'insertion.
- Saint Jean de la Ruelle - La ville est vigilante dans la construction des nouveaux bâtiments
- Toulouse - Service Habitat Grand Toulouse
- Valence - Travail de sensibilisation des professionnels de la petite enfance, services du bâtiment et acquéreurs de mobilier pour limiter la pollution intérieure.
- Développement des constructions HQE.
- Vandeuvre lès Nancy - Rénovation de la ferme du Charmois (laine minérale isolante ou laine de bois, en cours de réflexion, éclairage naturel privilégié et le confort acoustique), construction espace Yves Coppens (isolation par l'extérieur, éclairage naturel privilégié et le confort acoustique)
- Waquehal - Réflexion / panneaux photovoltaïques et bâtiments municipaux

3. Achats durables dans l'habitat et dans les établissements recevant du public (ERP) (mobilier...)?

- Angers - Charte achat durable
- Besançon - Mobilier sans COV
- Chalon sur Saône - Introduction de clauses environnementales dans certains marchés (exemple: peinture - nettoyage des locaux)
- Conflans SH - Intégration systématique de critères durables dans les marchés publics
- Grande Synthe - Modification des appels d'offre concernant les achats: clause de développement durable pour le papier, les produits de nettoyage, l'éclairage...
- Grenoble - Facteur 4 : actions, achats durables
- Le Blanc-Mesnil - Demande de critères de respect du développement durable dans les procédures d'appel d'offre: les éléments donnés sont un critère de choix des candidats.
- Lille - Amélioration de la qualité de l'air intérieur des crèches au travers des marchés de fournitures de produits (mobilier et

article de puériculture, limitation/ interdiction des substances dangereuses, réduction des déchets, bois et textiles certifiés, gestion fin de vie du mobiliers)

- Longwy - Création d'une maison santé-habitat
- Lormont - Je sais qu'il y a une réflexion au niveau du Service des Marchés Publics
- Lyon - Réseau d'achats durables regroupant des membres des différentes directions de la Ville.
- Marseille - (Ils ont répondu "oui", mais avec aucune réponse.)
- Metz - Achats de papier labellisé PEFC ou FSC, achat de matériel de bureau dans les écoles avec label NF Environnement
- Nantes
Groupe de travail BATI et commande publique durable :
- *Objectifs* : 1. Travailler en transversalité avec l'ensemble des services concernés sur la Ville de Nantes et Nantes Métropole (BATI, Santé publique, Énergie, Commande publique, Agenda 21) ; 2. Construire un référentiel commun, progresser sur les bonnes pratiques.
- *De manière générale* : introduction de critères de DD dans les marchés de la Ville. Plus particulièrement : produits d'entretien, peintures et colles, mobiliers, revêtements (murs et sols), bois...
- Nice - Recours aux produits ecolabelisés dans les achats de la ville au travers des appels d'offres
- Orléans
Depuis la signature par la ville d'Orléans de la "Charte des achats durables", la prise en compte des clauses et critères sociaux et environnementaux a progressé dans tous les secteurs de la commande publique :
- En 2009 par exemple, l'école Olympia Cormier utilise des matériaux recyclables, une isolation renforcée, une couverture photovoltaïque, un enrobé basse température. La bourse du travail a été isolée. Pour la rénovation de l'hôtel Grosloot, tri sélectif des matériaux, utilisation de peintures acryliques (à base d'eau).
- En 2010, il a été décidé de généraliser le recours aux clauses d'insertion.
- Perpignan - Je n'ai pas connaissance d'une action concrète, cependant dans le cadre de la politique développement durable affichée par la ville il existe un axe sur l'utilisation des matériaux de construction intégrant l'impact sur la santé
- Saint Brieuc - HQE dans le cadre du projet ANRU. Secteurs de la Hunaudaye et de la Plaine Balzac: chauffage au biogaz pour Balzac, isolation externe par du bardage en bois, panneaux photovoltaïques.
- Saint Denis - A été mise en place une politique d'achats durables qui permet d'interdire l'utilisation de certains composés dangereux notamment dans l'achat de mobilier mais aussi de produits d'entretien, de cosmétiques pour les enfants en crèche... - Achat de piles rechargeables
- Saint Jean de la Ruelle - Objectif d'intégrer davantage de clauses environnementales dans les documents de marchés publics
- Salon de Provence - Intégration des critères de développement durable dans l'ensemble des marchés publics.
- Sensibilisation des acheteurs à cette thématique.
- Existence d'une grille de lecture au regard du DD
- Toulouse - Economat/marchés publics pour achats du mobilier
- Valence - Clause dans les marchés publics
- Wasquehal - Dans le cadre de l'agenda 21 : réflexion en cours / marché public et achats durables

4. Ondes électromagnétiques (rayonnements non ionisants...)

- Aix les Bains - Création d'une cellule de mesures en cours, après bilan situation sur la ville (80 mesures)
- Amiens - Lors de toute intrusion concernant une demande d'implantation de station de base en téléphonie mobile, un avis santé est

emis par l'adjoint au Maire délégué à la santé. Cet avis, élément institutif du dossier d'instruction a le même pouvoir que celui des adjoints au maire délégués à l'urbanisme et au patrimoine

- Angers
 - La Ville d'Angers a signé, en 2005, une charte de la téléphonie mobile avec les opérateurs. Dans ce cadre, des réunions sont organisées une fois tous les 2 mois avec les opérateurs pour évaluer les implantations ou les modifications concernant les antennes relais de téléphonie mobile. En fonction de l'estimation des contraintes générées, des modalités d'information engagent les opérateurs et un dossier est proposé à la consultation du public.
 - Par ailleurs, la ville vient d'acheter une sonde de CEM pour vérifier sur domaine public les niveaux atteints
- Besançon
 - Mesures à la demande des citoyens
- Bordeaux
 - Signature d'un protocole d'accord le 11 décembre 2007 entre la ville, les opérateurs de téléphonie mobile. Création d'une commission de concertation qui se réunit 4 fois par an pour examiner les projets soumis par les opérateurs.
 - Arrêté municipal du 12 février 2010, réglementant les implantations d'antennes relais sur Bordeaux (toute nouvelle implantation est interdite à moins de 100 m d'un établissement ou lieu accueillant des enfants de moins de 12 ans, toute modification ou réglage d'antenne ayant pour conséquence une augmentation du champ global dans les établissements ou lieux déjà cités est interdite).
- Chalon sur Saône
 - Charte avec opérateurs
- Conflans SH
 - Charte antennes relais avec les opérateurs (en sommeil)
- Grenoble
 - Projet SAMPER cartographie dynamique des niveaux d'exposition sur un secteur défini.
 - Participation à l'expérimentation de baisses des émissions des antennes relais
- La Roche sur Yon
 - Suite à une interpellation virulente de personnes souffrantes (electrosensibles) la ville a opéré des analyses pointues. Les résultats sont corrects et les analyses vont être reprises en 2011 par un cabinet spécialisé.
- La Rochelle
 - En 2005 charte entre la communauté d'agglomération de la Rochelle, la ville et les opérateurs de téléphonie mobile
 - Suite au Grenelle des ondes participation à l'expérimentation pour l'abaissement de l'exposition aux ondes des radiofréquences
- Lille
 - Sensibilisation grand public par l'association ABRET
- Lormont
 - Certains élus sont très intéressés par ce problème, mais pour l'instant pas plus d'avancement
- Lyon
 - Négociation, suivi et application d'une charte sur le sujet dès 2001. Mise en œuvre du principe ALARA (une centaine de mesures par an et modifications des installations générant un niveau de champs dits "atypiques" dans les lieux de vie ou ERP).
- Metz
 - Mise en place d'une charte avec les opérateurs de téléphonie mobile et réalisation de campagne de mesures de champs électromagnétiques dans les établissements sensibles (écoles, hôpitaux, crèches) et chez les particuliers en fonction des demandes
- Nancy
 - Signature d'une charte de bonnes pratiques signée avec les opérateurs
- Nantes
 - Prise en compte dans les programmes et dans les CCTP de quelques préconisations de bon sens et simples à mettre en œuvre afin de garantir la qualité sanitaires des espaces et de maîtriser l'exposition électromagnétique, notamment dans les bâtiments de l'Education et de la petite Enfance (les enfants sont plus sensibles au CEM).
 - Réalisation de mesures de CEM (Basses Fréquences et hyperfréquences en phase chantier pour vérifier les niveaux et le respect des préconisations.
- Nice
 - Charte avec opérateurs de téléphonie mobile
- Orléans
 - La ville d'Orléans est piloté sur l'expérimentation de nouveaux modes de concertation lors de l'implantation d'antennes
- Perpignan
 - Bien que la ville ne fasse pas partie du champ de l'expérimentation lancée par le Grenelle des ondes, afin d'améliorer la transparence vis-à-vis de la population, nous avons développé l'information sur le site internet de la ville avec cartographie,

résultats des mesures de champ, mise en ligne des dossiers transmis par les opérateurs pour consultation et observations.
- Par ailleurs nous procédons à nos propres mesures de champ ayant acquis une sonde.

- Rennes - Charte Ville opérateurs signée dès 2002, révisée en 2004, projets de renforcements en cours
- Rouen - Création d'un groupe de travail en lien avec les opérateurs de téléphonie mobile, rédaction d'une charte.
- Mesure de champs électromagnétiques, cartographie
- Saint Briec - Dossier au stade de la réflexion avec les 4 opérateurs pour l'implantation de nouvelles antennes-relais
- Saint Denis - Mobilisation importante de la Ville pour empêcher l'implantation d'antennes. La ville mène actuellement une campagne de mesures et fait partie des Villes retenues pour l'expérimentation à 0.6 volt.
- Salon de Provence - Contrôle bi-annuel des champs électromagnétiques ambiants sur l'ensemble du territoire de la commune (soit 500 mesures/an). Travail en lien avec les opérateurs de téléphonie mobile (rencontre trimestrielle en moyenne).
- Toulouse - Charte antennes téléphonie Mobile
- Valence - La ville de Valence a acquis un appareil portatif de mesures de champs électromagnétiques pour réaliser des mesures à la demande des riverains d'antennes.
- De plus, une nouvelle charte avec les opérateurs est en cours.
- Vandœuvre lès Nancy - Demande de réalisation de mesures systématiques aux opérateurs téléphoniques dès qu'un habitant exprime une inquiétude. Demande à la communauté urbaine du grand nancy de réduire les valeurs limites en application du principe de précaution.

5. Qualité de l'eau dans un logement (ex : eau de boisson, eau grise)

- Aix les Bains - "*Les sentinelles du goût*": Mise en place après une formation, d'une quinzaine de personnes chargées de repérer des anomalies organo-leptiques sur l'eau potable à leur domicile pour permettre d'améliorer la qualité de l'eau distribuée. Opération initiée en 2006 , achevée en 2011 après modification du traitement de l'eau et absence sur deux ans de retour signalant perception de problèmes d'odeur ou de goût.
- Bordeaux - Accompagnement de la Lyonnaise des Eaux dans la mission de remplacement des canalisations en plomb situées entre la conduite principale de la rue et les compteurs individuels. Cette opération permet de garantir une eau potable conforme à la nouvelle réglementation sur la concentration en plomb dans l'eau du robinet. Si présence de canalisation intérieure en plomb , incitation auprès des propriétaires pour leur suppression.
- Chalon sur Saône
Dijon - Remplacement des conduites et branchements en plomb sur tout le réseau public
- Programme eau vitale avec l'opération eau du robinet la Dijonnaise. Mise aux normes des stations d'épuration, protection des nappes phréatiques, qualité de l'eau et promotion de l'eau du robinet avec la création de la marque « la Dijonnaise »
- La Roche sur Yon - Beaucoup de vigilance et d'actions pour améliorer sans cesse la qualité de l'eau
- Lorient - Contrôle de l'eau dans les immeubles avec des installations au plomb
- Lormont - Certaines réflexions sont en cours au niveau de la DSTU Direction des Services Techniques et de l'urbanisme
- Lyon - Mise en place d'arrêtés municipaux de restrictions d'usage de la nappe.
- Projet de recensement des installations privées d'utilisation des eaux pluviales à l'intérieur de l'habitat et des puisages domestiques: application SIG à créer.
- Metz - Campagnes d'informations sur la qualité de l'eau du robinet
- Nantes - En lien avec la quantité d'eau, citons la forte volonté politique de maîtriser la quantité consommée avec l'application de la loi SRU (individualisation des compteurs dans l'habitat collectif) depuis 2004.

- De plus, on peut souligner notre incitation auprès des citoyens usagers à une consommation raisonnée (mode d'emploi et fiches écogestes).

- Nice - *Gouteurs d'eau*: 100 volontaires ont pu bénéficier d'une formation et ont ainsi goûté l'eau sur une période donnée
- Saint Briec - Remplacement progressif des tuyaux en plomb
- Valence - Communication sur les bienfaits de l'eau du robinet avec distribution de carafes d'eau dans les bars et restaurants de la ville.
- Wasquehal - La ville a décidé d'agir en faveur du développement durable en proposant aux particuliers une aide financière pour l'installation d'un système récupérateur de pluie.
- Réalisation d'un guide / économies d'eau

6. Environnement sonore : bruit dans un logement et autour des habitations

- Aix les Bains - Rattrapage d'un point noir "bruit" ferroviaire. Une première tranche d'un montant de 4M€ comportant écrans acoustiques et protection de façades a été réalisée. En attente deuxième tranche.
- Angers - La Ville d'Angers et Angers Loire Metropole sont associés pour la mise en place d'une cartographie du bruit afin de fournir une source d'information permettant d'agir plus efficacement contre les nuisances sonores.
- Bordeaux Actions nombreuses et régulières sur ce thème :
- Gestion des bruits de voisinage et établissements recevant du public
- Commission vie nocturne
- Réalisation cartographies sonores du bruit émis par les moyens de transports
- Etude sur la mise en œuvre d'un PPBE (Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement)
- Bourgoin Jallieu - Charte de la qualité de la vie nocturne
- Calais - Suivi des nuisances acoustiques sur l'agglomération calaisienne par la mise en place de 9 stations de mesures de bruit dont les données seront mises à la disposition du public sur un site Internet dédié (début d'opération 1 trimestre 2011)
- Chalon sur Saône - Réalisation d'approche environnementale de l'urbanisme (méthode développée par l'ADEME) pour la création de nouveaux quartiers intégrant les problématiques liées au bruit.
- Projet de charte du bruit sur les débits de boisson
- Conflans SH - Carte stratégique de bruit, élaboration du PPBE en cours, adhésion à Bruitparif et accueil de stations de mesure sur le territoire de la ville
- Dijon - Création d'une charte pour la qualité de la vie nocturne à Dijon, intitulée HarmoNuits, à destination des établissements de nuit. Les signataires s'engagent ainsi à lutter contre les nuisances nocturnes générées par leur activité notamment en y sensibilisant leur clientèle
- Grenoble - Charte de la qualité de la vie nocturne (signataires Préfet, Maire, représentants des cafétiers.
- Mise en place d'une cellule de suivi des établissements (Elus,sces: police municipale, droits de voirie, prévention délinquance, hygiène salubrité environnement, antennes quartiers police nationale)
- La Roche sur Yon - L'espace jeune fait des expériences avec le Fuzz'Yon lors de concerts pour sensibiliser au niveau sonore et montrer les dégâts sur l'oreille
- Lille - Actions du SCHS. Etude de l'ambiance sonore d'un quartier proche du périphérique avant projets de réaménagement
- Lorient - Mise en place de 6 bornes acoustiques en continu sur une grande place qui regroupe 8 bars ou boîtes de nuit de chaque côté depuis 6 ans
- Lormont - ASV : à l'heure actuelle aucune action n'a été proposée par les habitants

Lyon	<p>Pour les EDTHMA :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lecture de la mémoire des limiteurs de pression acoustique dans le cadre de l'instruction des plaintes des riverains pour nuisances sonores musicales, - Projet d'une obligation de mesure sonométrique par un acousticien in situ après pose et réglage du limiteur de pression acoustique (projet non encore finalisé), - Projet d'arrêté du Maire imposant la pose d'une carte filtre pour un réglage par bandes de fréquence pour ces mêmes appareils (projet à venir).
Marseille	Charte - Comité opérationnelle –
Metz	- Reflexion sur la mise en place d'une charte de la vie nocturne
Montpellier	- Lutte contre les nuisances sonores, expertise sonométrique: bruits ERP, bruits d'équipements
Nancy	- Campagne de mesures sonométriques, mise en place d'une brigade de surveillance des lieux d'activités nocturnes
Nantes	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'une commission communale des débits de boisson. - Mesure d'isolement des logements à la demande des occupants
Nice	<ul style="list-style-type: none"> - Revêtement routier anti-bruit. - Contrôle deux roues en lien avec les comités de quartier. - Charte des nuisances sonores pour les restaurateurs.
Rennes	- Cartographie et plan de prévention des bruits, à l'échelle de Rennes Métropole
Toulouse	- Démarche sensibilisation bruits de voisinage habitat collectif + charte
Valence	<ul style="list-style-type: none"> - Attribut municipal de lutte contre le bruit en cours de modification et concertation en cours avec commerçants et riverains du centre ville sur cette thématique. - Actions de communication diverses.
Vandœuvre lès Nancy	- Etablissement de la carte du bruit en collaboration avec la Communauté Urbaine du Grand Nancy. Travaux prévus en 2012-2013 autour des axes de circulation majeure pour protéger les habitations du bruit

7. Environnement autour des logements (1) : modifications en vue de réduire les accidents des enfants / zones sans circulations ...

Aix les Bains	Pedibus: Incitation à la desserte à pieds des écoles: trajet sécurisées, dialogue social, sport doux
Calais	- Création d'un éco-quartier
Conflans SH	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagements routiers - Bus pédestres pour les trajets domicile-école - Sensibilisation des automobilistes avec le Point Information Vitesse - Réflexion sur plan de déplacements et zones 30.
Dijon	<p>Rénovation urbaine des quartiers prioritaires de la politique de la ville (Fontaine d'ouche et Grésilles) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction de la largeur des voies - Développement des voies bus en site propre et des pistes cyclables - Aménagement des abords des écoles.
Dunkerque	- PLS
Grande Synthe	- Mise en place d'un pedibus
Grenoble	- Ecoquartier
La Rochelle	Opération car à pattes :

- un ramassage scolaire éco-citoyen à pied, avec parents accompagnateurs et bénévoles
- des lignes avec horaires précis et points de rendez-vous au plus près du domicile des enfants.
- des parcours sécurisés et balisés. des enfants et accompagnateurs qui se voient de loin (boudriers fluorescents).

Lille	- PDU
Metz	- Zones de rencontre : Metz a été la première ville(2009) à mettre en places 5 zones de rencontre dans son centre ville. - Challenge piétons: Validation (pratique) des acquis de l'Attestation de première Education à la Route, 900 enfants traversent la ville sur un^parcours d'évaluation en toute autonomie et en conditions réelles de circulation (6ème édition)
Nancy	- Mise en place de zones 30, agents de surveillance des sorties des écoles
Nantes	- Dans le cadre des démarches de Gestion Urbaine de Proximité (GUP) dans les 9 quartiers prioritaires de la Ville bénéficiaires d'une convention avec l'État, un travail avec les habitants et les gestionnaires des espaces à usage public est mené dans l'objectif d'une meilleure gestion de ces espaces et d'une adaptation des aménagements aux usages. Les cheminements doux et les espaces publics de proximité (squares, aires de jeux,...) font notamment l'objet de groupes de travail partenariaux qui ont pour objectif de déterminer les besoins et les attentes des usagers et des gestionnaires, puis d'adapter les aménagements au plus près des attentes exprimées. - Est également développé un travail partenarial avec la Direction de la Tranquillité Publique sur les usages et l'aménagement des espaces publics en vue d'améliorer la sécurité des espaces. - Deux quartiers, Clos Toreau et Bottière, font également partie d'un programme de recherche action proposé par le Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA) visant à mieux prendre en compte la dimension sécurité/tranquillité publique dans l'aménagement des espaces publics des quartiers prioritaires.
Nice	- Nombreuses zones 30
Saint Denis	- Centre ville piéton
Saint Jean de la Ruelle	- Aménagement de Zones et développement de cheminements doux
Toulouse	- Mission Grand Projet de Ville
Valence	- Action de prévention routière. - Mise en place de pédibus. - Développement de pistes cyclables sécurisées. - Vélib (libello) dossier suivi par l'agglomération valentinoise
Vandœuvre lès Nancy	- Transformation systématique des rues riveraines en zone 30
Wasquehal	- Développement des zones 30, réflexion concernant le vélo dans la ville

8. Environnement autour des logements (2) : mise en place aires de jeux / jardins partagées / jardins potagers ...

Aix les Bains	- Creations de terrains multisports et de jardins potagers
Angers	- Réalisation de jardins ne pied d'immeuble. - Mise en place par Angers Loire Métropole de composteurs en pied d'immeuble.
Bourgoin Jallieu	- Jardin en pied d'immeubles - Mise en place, par les habitants en concertation avec le bailleur social, d'un jardin fleuri et plantes aromatiques.
Chalon sur Saône	- Quartier HQE, traduction de deux volontés fortes, une en matière de logement et d'habitat, l'autre en faveur de l'environnement dans le cadre du plan municipal de maitrise des gaz à effet de serre (choix des matériaux recyclables, chauffage urbain, création de 35 jardins familiaux, aires de jeux)

Conflans SH	- Jardins familiaux, jeux pour enfants
Grande Synthe	- Action " la santé dans son jardin"
Grenoble	- Jardins partagés avec une expertise du service pour la qualité de sols
La Roche sur Yon	- Beaucoup d'aires de jeux/jardins familiaux et maintenant jardins partagés (deux espaces)
Longwy	- Création de jardins sociaux/familiaux(en cours de réflexion) - Gestion écologique des espaces verts gérés par la collectivité et zéro pesticides.
Lorient	- Mise en place dans différents quartiers de zone de jeux et 5 jardins potagers cogérés par les habitants en dehors de la centaine de jardins familiaux réunis en deux endroits
Lormont	- Aires de jeux : voir la DSTU. Jardins
Lyon	- Aménagement et mise à disposition de jardins citoyens et partagés
Metz	- Mise en place de jardins pédagogiques dans les écoles + organisation d'un concours "Mon jardin à l'école" et créations de jardins partagés en partenariat avec des associations - Engagement dans une démarche " Zéro pesticide" pour l'entretien des espaces verts - Développement de plusieurs réseaux de sentiers piétons/balades nature dans les quartiers (Sentiers de Queuleu, Chemin sous les Vignes...)
Nantes	- La ville de Nantes a développé une politique ambitieuse de jardins collectifs, dont la caractéristique principale est de proposer des jardins au cœur des quartiers sur l'ensemble du territoire. Aujourd'hui Nantes dispose de 22 sites pour près de 1000 parcelles. Ces jardins sont conçus et gérés comme de véritables outils du lien social, ouverts sur leur environnement social. Une charte des jardins collectifs a été signée par la Ville et les 15 associations de jardiniers à l'automne 2010, elle énonce deux orientations majeures : la création du lien social, et la sensibilisation au respect de l'environnement. Très concrètement des parcelles de jardins sont aujourd'hui tenues par des associations qui travaillent sur la rupture de l'isolement en direction de public en insertion par exemple mais également en direction des personnes âgées avec une approche sur la maladie d'Alzheimer, nous avons également des parcelles destinées à des personnes prises en charge en psychiatrie de jour. Enfin au plan éducatif un travail est réalisé avec les écoles et les centres de loisir. Les jardins sont donc des outils où l'on développe des actions autour du bien-être et du vivre ensemble tout en cultivant pour produire des légumes. Au plan de l'habitat nous implantons des jardins collectifs sur des éco-quartiers, sur des zac en construction en les intégrant dès l'origine du projet.
Nice	- Jardin pédagogique à la maison de l'environnement
Orléans	- Création d'un jardin partagé en pied d'immeuble dans 2 quartiers de la Ville (madeleine et la source)
Perpignan	- Jardins familiaux
Rouen	- Actions inscrites dans le projet politique porté par Mme le Maire (axe Seine, écoquartiers.....)
Saint Denis	- Jardins ouvriers et jardins pédagogiques dans les écoles
Saint Jean de la Ruelle	- Création d'un 3e jardin familial
Salon de Provence	- Jardins familiaux aux pieds d'immeubles
Toulouse	- Mise en place de jardins potagers et de jardins partagés
Valence	- Jardins familiaux. ANRU

- Vandeouvre lès Nancy
Wasquehal
- Sur les côteaux et jardins partagés
 - 2 aires de jeux (2/6 ans et 6/12 ans) , un jardin potager intergénérationnel au sein d'une ferme pédagogique.

9. Actions de résorption de l'habitat indigne

- Ajaccio
- Création d'un pôle habitat (SCH, Services Techniques, Services Juridique Service Social)
- Amiens
- Participation dans le comité départemental de lutte contre le mal logement
- Angers
- Le Conseil Général du Maine et Loire a mis en place en 2009 une cellule Habitat Indigne accompagnée par une maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) dans le cadre d'un programme d'intérêt général. Cette cellule est aidée par un opérateur "Citémétrie". La Ville d'Angers collabore étroitement en réalisant des enquêtes de terrain dans le cadre de ses missions d'inspection de la salubrité.
- Belfort
- Un guichet unique a été constitué dans le département. S'il peut s'apparenter aux autres "pôles habitat départementaux" son originalité repose sur une articulation forte entre les travailleurs sociaux, les experts techniques (SCHS, ARS, opérateurs) et les experts santé représentés par le réseau d'allergologie et la conseillère médicale en environnement intérieur. Partenariat qui sera consolidé dans le cadre du PRSE 2 avec la création de supports de communication dédiés..
- Besançon
- Gestion des dossiers
 - Participation aux commissions ad hoc (CAF)
- Bordeaux
- De par les missions réglementaires déléguées par l'Etat en matière de lutte contre l'habitat insalubre et sur la base de ce pouvoir de police spéciale, nous conduisons des procédures administratives basées sur le Règlement Sanitaire Départemental et le Code de la Santé Publique, pouvant conduire certains dossiers à une présentation au CODERST et à la prise d'arrêtés préfectoraux d'insalubrité.
 - Participation par nos missions d'Etat au renforcement de la lutte contre le "mal logement " et l'habitat indigne . La Direction générale de l'aménagement a en charge cet objectif et a créé une direction Habitat logement , rénovation urbaine avec une "mission Habitat indigne"
- Calais
- Mise en place du PNRQUAD sur un quartier de centre ville de Calais. Partenariat avec la CAF et la DDTM pour lutter contre les marchands de sommeil.
- Chalon sur Saône
- PIG de lutte contre l'habitat indigne décliné localement en liaison avec le plan départemental existant (volets insalubrité et logements vacants)
 - Elaboration d'une grille simplifiée de repérage
 - Sensibilisation à la demande des agents municipaux concernés et autres intervenants
- Dijon
- Le Grand Dijon est membre fondateur du dispositif local de lutte contre l'habitat indigne, en partenariat, avec l'Etat, le Conseil Général 21 et la CAF depuis 2006 (opérateur : Habitat et Développement Saône et Loire) : action innovante dans la mesure où toutes les collectivités n'ont pas forcément passé de convention avec CERQUAL pour ce qui concerne la certification BBC ni mise en place du dispositif pour l'habitat indigne.
- Dunkerque CU
- "Lutte contre le logement indigne" : résorber l'habitat indigne sur l'agglomération en alliant prévention, accompagnement, médiation, voire sanction. Le dispositif intègre l'ensemble des acteurs compétents
- Grenoble
- Dispositif de repérage du logement non décent
- La Rochelle
- Programme d'intérêt général sur le centre ancien :
 - *Objectif* : réhabiliter les logements vacants et les logements potentiellement indignes dans le centre ville
- Lille
- Primes de rénovation durable (SCHS)
- Lorient
- Mise en place d'une convention avec la C.A.F. pour établir les constats d'indécence mettant fin au paiement direct des allocations logements auprès des propriétaires et accord avec la CSF (confédération syndical des familles) pour intenter des actions en justice lorsque le logement est indécence

Lormont	- O P A H habitat indigne: demander documents à Mme Marie-Dominique Clark Responsable du Service Habitat Logement CCAS.
Lyon	- Avis sanitaire émis dans le cadre de l'instruction des PC et DP (changement de destination, création de logements dans les combles et rez-de-chaussée notamment). - Lutte contre le saturnisme infantile lié à l'habitat.
Marseille	Plan Etat - Ville sur 5 ans : Travail partenariale avec l'ensemble des partenaires et plusieurs prestataires
Metz	- Mise en place d'un Programme d'Intérêt Général de lutte contre l'habitat dégradé, fédérant tous les acteurs institutionnels concernés par la question et ayant pour objectif de traiter 250 logements, dont 50 cas lourds d'insalubrité ou de péril
Montpellier	- Groupe de coordination Ville de Montpellier "lutte contre l'habitat indigne" avec l'ensemble des intervenants techniques et sociaux a l'échelle municipale
Nancy	- Charte pour la lutte contre l'habitat indigne et non décent, création d'un site internet de signalement des logements indignes accessible aux partenaires signataires de la charte.
Nantes	- Partenariat renforcé dans le cadre des OPAH - Echanges avec le secteur Urbanisme - Mise en place de la DML - Rencontre avec la FNAIM, avec le Procureur - Gestion des procédures des IMR, de l'insalubrité et de sécurité des équipements communs des immeubles d'habitation par les Inspecteurs de salubrité.
Orleans	- La Ville d'Orléans participe dans le cadre du PDALPD à une groupe de travail qui propose des actions de communication pour résorber l'habitat indigne (réalisation d'exposition, de guide pratique, réalisation d'un colloque.)
Rennes	- Projet centre ancien: plan d'intervention globale sur le centre historique par programme d'ensemble couplant action incitatives et coercitives
Rouen	- Mission principale du SCHS (contrôles et application de la réglementation)
Saint Denis	- En complément des actions réglementaires du SCHS, la Direction municipale de la santé, via l'Unité Ville et Santé a mis en place un programme de mobilisation et de soutien des propriétaires et des occupants de neuf immeubles insalubres aux fins d'y rétablir un environnement favorable à la santé : approche globale (reprise de gestion syndicale, santé, médiation, coordination, lien social, valorisation des compétences des occupants, participation collective, veille technique et sociale, maintien dans les lieux des habitants...)
Toulouse	- Elaboration d'une convention tripartite entre le SCHS le conseil général et la psychiatrie pour coordonner les actions autour des situations de syndrome d'entassement
Valence	- Sur l'ensemble de l'agglomération valentinoise, opération programmée de l'habitat avec comme thématique la lutte contre l'habitat indigne
Vandœuvre lès Nancy	- Collaboration avec La Communauté Urbaine du Grand nancy dans la mise en place du Programme d'intérêt général de lutte contre l'habitat indigne et très dégradé.
Wasquehal	- Travail en partenariat avec la DDASS

10. Autres actions innovantes

Bordeaux	- Participation au projet social de la Ville de Bordeaux dans le cadre de l'action 23 : renforcement et diversification de l'offre (lutte contre l'habitat indigne, OPAH hôtels meublés)
Chalon sur Saône Dijon	- Prévention des allergies : Capteur à pollen - Campagne d'information - Création d'une plaquette - Lutte contre l'ambrosie - A travers la généralisation du label « Habitat et Environnement » de la certification BBC Effinergie au titre de la convention Grand Dijon Eplaad passée avec le certificateur CERQUAL, la cible Santé des occupants des logements (qualité de l'air intérieure...) constitue un élément systématique des projets de construction
La Roche sur Yon	- En partenariat avec les services en interne: DISI et médiation Sociale. Des rencontres bimestrielles sur la thématique des "plaintes liées aux logements". Habitat insalubre ou indigne (humidité, conformité électrique, eau, dimension des pièces, éclairage...), problèmes de déchets ou d'entretien des logements, comportements bruyants ou autres... Les aspects techniques, réglementaires sont abordés tout comme les problèmes sociaux et de comportements psy. - Participation au comité technique du Syndicat Yon et Vie, qui a engagé une action de résorption de l'habitat indigne (diagnostic de l'habitat, propositions techniques et de financement). - Enquêtes réalisées sur l'habitat: Conformité des logements (Règlement Sanitaire Départemental). Si enquête sur intoxication CO sur la ville, participation avec l'ARS au diagnostic pour l'aspect amélioration des ventilations, conformité des équipements (chaudières, cheminées...). Rôle: Prendre contact avec les propriétaires, rédiger des rapports et adresser des courriers pour que des travaux d'amélioration de l'habitat soient engagés. Si besoin dossiers présentés à la DISI pour des relogements.
La Rochelle	- Dans le cadre de l'atelier santé ville(ASV) réalisation d'une enquête auprès des habitants d'un quartier industriel afin de mesurer leur ressenti sur la qualité de l'air. - Puis mise en place d'un observatoire des odeurs et des poussières auprès des volontaires et campagne de mesure de la qualité de l'air extérieur.
Lormont	- Documents disponibles au Service Habitat Logement CCAS
Marseille	- Actions hygiène -cadre de vie (promotion hygiène dans les lieux de vie)
Nancy	- Mise en place d'un défi énergie sur un quartier prioritaire de la ville avec un suivi annuel de 100 familles afin de remédier d'une part à l'habitat énergivore et d'autre part de réduire la facture énergétique part
Nantes	- Acquisition d'un logiciel de gestion des plaintes (Esabora).
Reims	- Conseil local autour de la souffrance psychique avec différents groupes de travail parmi lesquels: santé mentale et logement, relogement des personnes âgées (et prévention des risques de décompensation, liés à un déménagement), commission des situations complexes, (où sont abordées des situations individuelles associant souvent les question de logement aux questions sociales, médicales, psychiques, etc.)
Rennes	- Conduite d'études d'impact santé (1 réalisée sur une crèche) - Projet de séminaire en 2011 et d'application à un projet d'aménagement
Rouen	- Accès public à la défibrillation (implantation de défibrillateurs sur la voie publique) et sensibilisation aux gestes citoyens de 1ers secours (agents municipaux, population)
Saint Denis	- Mobilisation et soutien des propriétaires et occupants de 9 immeubles insalubres afin de rétablir un environnement global favorable à la santé
Toulouse	- Cartographie des plaintes en habitat
Valence	- Prévention des intoxication CO. - Communication sur l'habitat sain et notamment sensibilisation des bailleurs sociaux. - Lutte contre les termites, etc.
Vandœuvre lès Nancy Villeurbanne	- Programmation dans le cadre des Mois à Thème d'une thématique "Santé Environnement" pour le mois de Septembre 2011 - Mise en place d'une coordination opérationnelle dans le domaine de la santé mentale

Annexe 1. Questionnaires reçus 1 mai 2011

1. Aix les Bains
2. Ajaccio
3. Amiens
4. Angers
5. Aulnay sous Bois
6. Belfort
7. Besançon
8. Bordeaux
9. Boulogne Billancourt
10. Bourgoin Jallieu
11. Calais
12. Chalon sur Saône
13. Conflans Sainte Honorine
14. Dijon
15. Dunkerque
16. Dunkerque CU
17. Grande Synthe
18. Grenoble
19. La Roche sur Yon
20. La Rochelle
21. Le Blanc-Mesnil
22. Lille
23. Lomme
24. Longwy
25. Lorient
26. Lormont
27. Lyon
28. Marseille
29. Metz
30. Montpellier
31. Nancy
32. Nantes
33. Nice
34. Nimes
35. Orleans
36. Orly
37. Perpignan
38. Reims
39. Rennes
40. Rouen
41. Saint Briec
42. Saint Denis
43. Saint Jean de la Ruelle
44. Saint-Quentin-en-Yvelines
45. Salon de Provence
46. Toulouse
47. Vandeouvre
48. Valence
49. Villeurbanne
50. Wasquehal